

Madagascar : Survol hebdomadaire de la presse francophone

N°14 (du 04 au 10 avril 2011)

La crise politique

◆ **Le communiqué de la Sadc conforte les protagonistes dans leurs positions et déclenche une bataille de communiqués.** La Transition en conclut qu'il convient d'accélérer le processus électoral, sans passer par le préalable de la reconnaissance internationale. Marc Ravalomanana affirme que la feuille de route élargie a été rejetée et qu'elle n'a donc aucune valeur. Il place tous ses espoirs dans le prochain Sommet extraordinaire annoncé par la Sadc, qui pourrait se tenir le 20 mai. **Monja Roindefo, très en pointe dans sa contestation du régime dont il est issu, prend à partie le médiateur Leonardo Simão,** mettant en cause son indépendance. Il affirme être en possession d'un rapport confidentiel dressé par le médiateur durant sa mission, qui apporterait la preuve de sa partialité. **Chaque camp développe des actions de lobbying auprès des pays africains membres de la Sadc. Les États-Unis et l'UE observent un parfait mutisme, à l'exception de la France,** dont l'ambassadeur s'est exprimé sans ambiguïté en faveur de la feuille de route. **Le ministre des Affaires étrangères de Maurice a félicité le président de la Transition** pour la formation du nouveau gouvernement et s'est rendu ensuite à Madagascar à la tête **d'une importante délégation de la COI.** Lors de sa visite à Andry Rajoelina, il a confirmé l'adhésion de l'organisation (que Maurice préside actuellement) au processus en cours et s'est engagé à défendre le point de vue du régime auprès de ses pairs africains de la Sadc. Les analystes estiment que la position adoptée par Maurice répond à des préoccupations économiques. L'île sœur possède d'importants intérêts à Madagascar et nourrit des projets destinés notamment à assurer sa sécurité alimentaire. Après 2 ans de négociations infructueuses, une implication plus grande de la COI ne serait pas mal perçue, compte tenu des liens culturels qui unissent les deux îles.

Pour les observateurs, le manque de clarté de la Sadc ne fait que créer encore plus de confusion et risque de compromettre la sortie de crise. Certains doutent de la volonté de l'organisation régionale d'aboutir. « *La résolution de la crise malgache a régressé après la déclaration faite par la Troïka, les citoyens sont toujours pris en otage par les politiciens* », déplore le SeFaFi, qui recommande d'organiser au plus vite les législatives, en dissociant ce scrutin des présidentielles qui auraient lieu dans un second temps, un point de vue partagé par l'association « *Justice et Paix* », liée à l'Eglise catholique. Le SeFaFi demande que la CENI soit élargie aux partis et se renforce au niveau de ses démembrements. La question du financement des partis est de nouveau évoquée. Un projet de loi avait été élaboré par le Tim en 2004 mais n'est jamais venu en discussion.

◆ **L'éventualité d'une nouvelle médiation est évoquée,** par référence à la déclaration de la Troïka demandant la « *poursuite du dialogue malgache-malgache* ». La présidente de la CNOSC refuse de confirmer qu'elle serait appelée à prendre des initiatives en ce sens. Elle affirme que le dialogue malgache-malgache doit être repris, à condition qu'il implique « *tous les acteurs et tous les responsables de la sphère politique* » mais compte tenu de la situation de blocage, la CNOSC ne serait pas hostile à l'organisation des scrutins, mais à condition « *que les élections soient crédibles et leurs résultats reconnus par tous* ». Les proches du pouvoir se refusent à toute reprise des négociations. Ils se préoccupent de l'élargissement du Parlement de la Transition, afin que soit rapidement adoptée la loi d'amnistie préalable à l'organisation des scrutins. Un élargissement rejeté par « *Justice et Paix* » : il profiterait à des personnes non élues, dépourvues de toute légitimité. Une plateforme « *pour la stabilité et la reconnaissance* » a vu le jour, elle lance un appel au rassemblement et au dialogue après l'échec de la réunion de la Troïka. Une quarantaine d'associations et de personnalités de tous bords politiques annoncent leur adhésion à titre personnel.

◆ **Les adhérents du « Mouvement en vue du changement », issu des évènements de 2009, haussent le ton.** Ils dénoncent la non-concrétisation des aspirations populaires de l'époque. Andry Rajoelina est invité à revenir à l'esprit du mouvement qui l'a porté au pouvoir. Une manifestation envisagée sur la « *Place de la Démocratie* » inaugurée en 2009 par le nouveau pouvoir a été interdite par la préfecture de police.

◆ **La CENI face à des difficultés financières.** Des agents électoraux protestent contre l'insuffisance de moyens qui leur sont alloués. La CENI rétorque que le soutien financier de la communauté internationale est conditionné par l'acquisition de la reconnaissance internationale. Les Nations Unies se montrent toujours très réservées quant à l'organisation de scrutins en septembre. L'Organisation se refuse à financer des élections « *qui seraient organisées unilatéralement* ». Leur coût est estimé à 35 millions de dollars. La CENI déplore que les partis et la société civile ne s'investissent pas suffisamment dans la désignation de leurs représentants dans des bureaux de vote. Une situation qui pourrait nuire à la crédibilité des scrutins, prévient-elle.

◆ **Les ministres du nouveau gouvernement placés sous un strict contrôle de leurs dépenses.** Sur recommandation d'Andry Rajoelina, ils ont décidé « *à l'unanimité* » « *d'abaisser de l'ordre de 25% leurs salaires* ». Des restrictions destinées à faire face aux charges nouvelles que l'Etat devra assumer dans le cadre de l'élargissement des institutions de la Transition. Le pouvoir chercherait aussi à améliorer son image auprès de la population et de la communauté internationale. L'austérité imposée est aussi perçue comme la volonté du pouvoir de contrôler certains ministres qui pourraient devenir à terme des adversaires politiques.

- ◆ **Monja Roindefo soupçonné de préparer un coup d'État.** Il s'est procuré le texte d'un message confidentiel du ministre de la Défense mettant en garde les militaires contre des manœuvres de sa part. Monja Roindefo affirme que cette alerte a pour objectif de le dénigrer en tant que candidat à la présidentielle. Le ministre n'a pas contesté l'existence de ce message mais il a tenu à en limiter la portée.
- ◆ **Affaires BANI et FIGN : 24 gradés restent incarcérés sans procès.** Une récente déclaration de généraux à la retraite sur la situation politique remet sur le tapis les dossiers politiques impliquant les forces armées. 12 mois ou 5 mois après, les militaires impliqués ne font encore l'objet d'aucun procès.

Droits humains, gouvernance

- ◆ **Droits des enfants : l'État défailant.** L'application de la législation protectrice des enfants reste lettre morte, dénonce le président d'une plateforme de défense des droits humains. Il pointe du doigt la passivité, voire la complaisance des agents de l'État. Ces violations se sont aggravées avec la crise politique. Le taux d'abandon scolaire explose. Les frais de scolarité ne sont plus supportables par les familles.
- ◆ **Fetison Rakoto Andrianirina : lettre ouverte à la ministre de la Justice.** Le président de « *Solidarité aux Victimes du Non-Droit* » dénonce les « *détentions politiques* » et lance un appel pour que cessent les poursuites arbitraires. « *Il est à craindre que la politisation des poursuites engagées et à venir, de même que l'instrumentalisation à outrance de la police judiciaire et de l'appareil judiciaire s'accroissent d'une telle façon que les droits les plus élémentaires, déjà mis à mal, ne puissent à jamais être respectés dans notre pays, ce au seul motif de la nécessité proclamée du maintien de l'ordre* » Selon *Midi*, on compterait actuellement quelques 130 détenus politiques. Des négociations auraient été en cours pour obtenir leur libération.
- ◆ **Madagascar s'éloigne de la réalisation des OMD.** Le Coordonateur du Pnud s'alarme de la situation sociale de Madagascar. En 2008, le pays s'acheminait vers la réalisation de 3 OMD sur 8 pour 2015. « *Aujourd'hui, non seulement nous nous éloignons de la réalisation des OMD, mais nous sommes également passés à un indice très élevé de pauvreté. De 68% de la population qui vivait avec moins d'un dollar par jour en 2008, nous sommes aujourd'hui à 76%. Une dégradation due aux sanctions imposées [par les bailleurs de fonds] car 76 % du budget d'investissement provenaient des aides extérieures et d'autre part à la fermeture des zones franches suite à la suspension de l'AGO qui a entraîné l'explosion du chômage* », précise-t-il. Madagascar enregistrerait actuellement le taux de malnutrition le plus élevé d'Afrique. Dans ce domaine, la Grande Île se situerait à la 3ème place mondiale, après l'Afghanistan et Haïti.
- ◆ **Lutte contre le Sida : depuis la crise, le nombre de personnes dépistées a connu une baisse importante.** Certaines régions se trouvent dans une situation alarmante. La suspension des financements internationaux est à l'origine de la réduction des activités de sensibilisation mais elle n'aurait pas d'impact sur l'acquisition des intrants pour le traitement. *[D'après l'Onusida, le taux de prévalence dans le pays est relativement faible et se situerait à moins de 1% mais il reste difficile de le connaître avec certitude]*
- ◆ **Détournements des deniers publics : enquêtes confidentielles.** *La Gazette* croit savoir que des enquêtes diligentées par des bailleurs de fonds « *traditionnels* » sont menées depuis juillet dans les rangs du pouvoir en place, avant une éventuelle décision de reconnaissance internationale. D'autre part, un rapport réalisé par un service de renseignement étranger concernant les avoirs extérieurs de Marc Ravalomanana chiffrerait leur montant à 597 millions de dollars. La traçabilité de cette somme serait connue.

Economie - Social

- ◆ « **L'Inde souhaite accompagner Madagascar dans son développement** », indique la Primature. « *De grands investisseurs comptent investir incessamment, dans divers domaines comme l'informatique et les mines* ». Le Centre de Télé-médecine, inauguré en avril 2010, devrait connaître un important essor. La reprise d'importation de riz pourrait être autorisée, à titre dérogatoire, l'Inde ayant décidé de suspendre ses exportations en raison de la crise alimentaire mondiale. Le renforcement de la coopération avec l'Inde et la Chine intervient au moment où « *les bailleurs traditionnels et leurs valets de la Sadc s'amuse à jouer les gendarmes chez nous* », écrit un média proche du pouvoir.
- ◆ **La Turquie renforce sa coopération.** Deux centres de formation de formateurs en artisanat vont être ouverts. Pour appuyer le secteur privé malgache, des opérateurs sont conviés à la Conférence des Nations Unies sur les PMA, qui se tiendra en mai à Istanbul. Un partenariat dans le secteur aérien est lancé pour la modernisation de la flotte d'Air Madagascar, dont les appareils vieillissants soulèvent des problèmes de sécurité. Des actions sont annoncées en matière de santé et d'éducation. La ministre des Affaires étrangères rappelle que la Turquie est parmi les premiers pays à avoir reconnu le régime.
- ◆ **Trafic de bois de rose : 115 rondins saisis à Tolagnaro.** À cela s'ajoutent 824 pièces et 186 rondins de palissandre. Le bois était destiné à l'exportation depuis un site discret de la côte. Une Ong malgache révèle que la saisie s'est opérée grâce à la contribution d'un de ses membres. Elle incite « *le gouvernement à faire un pas significatif vers l'instauration de la bonne gouvernance environnementale par la mise en application stricte des lois en vigueur* ». Des manifestations se sont produites lorsque s'est répandue la rumeur d'un détournement par de hautes personnalités, des bois qui venaient d'être saisis. Depuis novembre, 300 conteneurs de palissandre sont bloqués par les Douanes au port de Mahajanga. Les marchandises ne seraient pas conformes aux textes en vigueur qui interdisent l'exportation de bois non travaillé.